

Ceux qui subissent le plus de difficultés ne sont pas entendus, personne n'est au courant de ce qu'ils vivent.

Monsieur F., militant Quart Monde, Rennes

Et est-ce que vous pensez que tout le monde a les capacités ou les moyens pour trouver du travail ou faire une formation ? Parce que quand on a été humilié enfant, quand l'école nous a mis de côté, quand on a été toute sa vie laissé pour compte par la société, comment on fait ?

Madame A., militante Quart Monde, Caen



ATD
QUART MONDE

SOMMAIRE

Edito 3

Introduction 4

Le contexte du Grand Débat National
Les limites manifestes du Grand Débat National
Les Universités populaires Quart Monde
Le Grand Débat National au sein des Universités populaires Quart Monde
Un vrai Grand Débat National aurait dû aller plus loin

La transition écologique 6

Un impact fort sur les plus pauvres
Des mesures qui laissent de côté les plus pauvres
Toujours plus d'efforts demandés
Faire avec pour ne pas faire contre
Idées et propositions issues des Universités populaires Quart Monde

La fiscalité 8

Une imposition injuste
Les pauvres laissés de côté par les dépenses publiques
Le manque de ressources
Des aides sociales pas assez ciblées
Idées et propositions issues des Universités populaires Quart Monde

La démocratie et la citoyenneté 10

Pour une représentativité de tous les citoyens
Rétablir la confiance entre les citoyens et les pouvoirs publics
L'expression de la citoyenneté
Idées et propositions issues des Universités populaires Quart Monde

L'organisation de l'État et des services publics 12

Renforcer les services publics
L'accès aux droits
Idées et propositions issues des Universités populaires Quart Monde

Les autres thèmes du Grand Débat National 14

Le Logement
L'accès de tous à un logement
La précarité énergétique
Idées et propositions issues des Universités populaires Quart Monde
L'emploi
L'accès à l'emploi
La précarité de l'emploi
Idées et propositions issues des Universités populaires Quart Monde

Conclusion 17

Participation aux conférences thématiques nationales
Faire Société autrement, par Claire Hédon, Présidente.

En lisant les pages qui suivent, je me dis que, quel que soit le lieu où nous habitons, Lille, Dijon, Saint-Étienne, Toulouse, Reims ou Marseille, c'est le même constat : des militants Quart Monde ont voulu prendre la parole pour ce Grand Débat. Que ce soit par des réponses individuelles sur le site, en participant à des Universités populaires Quart Monde ou à des débats citoyens dans certaines municipalités, ou lors de nos réunions en équipes locales, nous avons voulu être présents. L'une de nous disait : « je suis pauvre mais avant d'être pauvre, je suis citoyenne », une autre : « les gilets jaunes, ils ignorent la grande pauvreté, on n'est pas entendu ».

Mais je me dis aussi qu'en lisant les pages qui suivent, certains vont s'énerver : « il n'y en a que pour eux, les plus pauvres, oh s'ils le voulaient vraiment...! » et les points de suspension veulent en dire beaucoup plus. D'autres vont dire « ah, mais je ne le savais pas. Vous avez des chiffres pour avancer cela ? C'est possible ? ». Là déjà, c'est un peu mieux comme réaction, ils vivaient peut-être dans la bulle de l'argent et n'ont rien vu ni rien entendu à côté. D'autres peut-être, prendront un petit temps pour venir rencontrer à la Maison ATD Quart Monde, des militants, volontaires, alliés du Mouvement... Ils s'en retourneront réellement émus mais les préoccupations de leur vie reprendront le dessus. Mais c'est une graine de semée... Enfin, il y aura, pour certains, grâce à la force de vérité qui se dégage de ces pages, une véritable prise de conscience capable de réaliser une révolution à l'intérieur du cœur et qui mène à un agir avec les personnes concernées par la grande pauvreté. Je voudrais affirmer ici que rien n'est pipeau, rien n'est exagéré, nous militants, militantes, on est très pudiques et on est soft, on n'épale pas nos misères, nos angoisses du lendemain ou même du prochain repas. Et surtout, nous vivons dans l'invisibilité de la violence, du déni de notre existence, de la méfiance qui nous est faite et de tous ces blablablas de ceux qui veulent construire des lois sociales sans écouter nos solutions à nous. Car tout seul, on ne peut pas, nous comme eux, mais ensemble, c'est possible. La solidarité devrait être le moteur de la société toute entière.

Nathalie Monguillon, militante Quart Monde¹ à Dijon.

¹ - Les militants Quart Monde, ont l'expérience de l'extrême pauvreté. Ils sont les premiers à la combattre. En devenant militants, ils s'engagent pour changer la vie de tous ceux qui connaissent les mêmes souffrances, et transformer la société.

Un jour en faisant mes courses je me suis arrêté au rond-point de Saint Brice Courcelles et j'ai discuté avec des gilets jaunes et je leur explique que je suis d'accord avec tout ce qui se fait mais qu'on ne parlait pas de nous.

D., militant Quart Monde à Reims

LE CONTEXTE DU GRAND DÉBAT NATIONAL

Le Grand Débat National est né suite aux revendications du mouvement des gilets jaunes, d'abord centré autour de la hausse du carburant induite par la taxe carbone, et qui a ensuite porté d'autres revendications, notamment liées au pouvoir d'achat. Face au mouvement, le gouvernement a annoncé une série de mesures dont les plus pauvres sont totalement exclus. Dans ce contexte, ATD Quart Monde veut rappeler quelques points essentiels.

Si l'urgence climatique est réelle, il faut rappeler qu'aucune transition écologique ne sera possible sans justice sociale : le combat autour de cette double justice ne pourra porter ses fruits que si nous pensons cette transition avec les plus vulnérables. La remise en cause de la taxe carbone s'inscrit plus largement dans un contexte de revendications liées au pouvoir d'achat des classes populaires et moyennes, malmenées depuis le début du quinquennat, comme le rappelle le collectif Alerte dans son dernier rapport. Dans ce contexte, la tentation d'opposer les « bons pauvres » qui travaillent aux « mauvais pauvres » qui ne travaillent pas resurgit. Alors qu'aucune des mesures annoncées par le gouvernement en réponse au mouvement des gilets jaunes ne s'adresse aux plus pauvres, ATD Quart Monde craint que la lutte contre la grande pauvreté soit reléguée au second plan. Au-delà de l'aspect économique, ce mouvement met également en lumière une crise de la représentation, prouvant la nécessité de reconstruire le pacte démocratique. Cela passe notamment par la participation de tous les citoyens et en particulier des personnes les plus pauvres, à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques, au niveau national comme dans les territoires.

LES LIMITES MANIFESTES DU GRAND DÉBAT

Le choix du gouvernement de limiter le Grand Débat à quatre thèmes apporte un biais à la consultation, alors même que la vie des personnes, et en particulier des personnes en situation de précarité, touche toutes les dimensions de la vie. Cibler quatre axes prioritaires ne permet pas un travail approfondi tenant compte de l'aspect multidimensionnel de la grande précarité. Les droits fondamentaux, civiques, politiques, économiques et sociaux sont indivisibles et interdépendants.

De plus, nous sommes assez dubitatifs sur la prise en compte de la parole des plus pauvres au sein du Grand Débat. Les conférences régionales qui ont été organisées les 15/16 et 22/23 mars 2019 ont regroupé des personnes tirées au sort

à partir des numéros de téléphone. Ainsi, pour participer aux conférences régionales il faut d'une part avoir un téléphone, ce qui est le cas du plus grand nombre mais qui néanmoins revient à admettre qu'une partie de la population ne peut pas participer à ces conférences. D'autre part, une fois le numéro tiré au sort, il faut confirmer sa participation sur internet, avant une certaine date. Ce qui implique que la participation n'est possible qu'aux personnes pouvant accéder à internet, et maîtrisant la langue française. Gardons à l'esprit qu'il y a encore dans notre pays 7% de la population entre 18 et 65 ans qui est illettrée (INSEE 2012). Enfin, aucune aide n'a été mise en place pour permettre aux plus pauvres de participer à ces conférences : donner les moyens du transport, de la garde d'enfant, d'une compensation financière pour ceux qui manquent le travail ...

Enfin, ATD Quart Monde émet aussi des doutes sur la méthode d'analyse des contributions déposées sur le site du Grand Débat, et des données récoltées dans les cahiers de doléances des mairies. Aucune information démographique sur les participants n'est demandée (genre, situation sociale, âge, etc.). Il ne sera pas possible de dire « les Français pensent que », suite à ce Grand Débat, puisque nous n'avons aucune idée des personnes qui ont décidé de participer d'une manière ou d'une autre à ce Grand Débat, ni de leur représentativité de la population.

Malgré les limites évidentes de l'exercice telles que citées ci-dessus, et malgré des avis très contrastés sur le mouvement des gilets jaunes et sur la pertinence de l'organisation du Grand Débat National, ATD Quart Monde a proposé à ses membres de prendre la parole et d'y contribuer dans ses différentes formes, notamment par l'organisation d'Universités populaires Quart Monde. L'enjeu de cet exercice de participation, l'ampleur des défis à relever et des transformations à réaliser, et la volonté des personnes en grande exclusion d'être enfin entendues, prises en compte et d'être partenaires de la marche de notre pays nous a conduit à ce choix. L'attente est très forte, nous espérons que les choix et transformations réalisés à l'issue du Grand Débat seront à la hauteur.





On peut se révolter quand on est à plusieurs, mais quand on est toute seule dans son coin, on ne peut pas se révolter... on a l'impression d'être... miniature.

Mme C., militante Quart Monde

Les Universités populaires Quart Monde existent aujourd'hui dans dix régions en France et une dizaine d'autres pays. Grâce à elles, les citoyens les plus pauvres deviennent source de savoirs. Elles leur permettent de se rassembler, de s'exprimer, de réfléchir ensemble et avec d'autres sur des thèmes précis, préparés auparavant dans des rencontres de petits groupes au niveau local.

Créées en 1972, les Universités populaires Quart Monde sont conçues comme des lieux de dialogue, de confrontation et de formation réciproque entre des citoyens vivant en grande pauvreté et d'autres s'engageant à leurs côtés. Souvent organisées une fois tous les deux mois au niveau local sur des sujets très variés, elles cherchent à permettre la contribution des personnes généralement exclues des espaces de parole afin qu'elles partagent ce qu'elles savent et ce qu'elles pensent avec d'autres et réciproquement. Ce travail collectif vise à construire une pensée collective, bâtie à partir de l'expérience de citoyens qui ont une vie très difficile.

« *La violence, c'est la façon dont on nous traite tous les jours, confirme Mme L., la violence est comme le handicap, parce qu'au premier abord, on ne la voit pas ; et pourtant on la subit tous les jours.* » Pour dépasser cette violence et ce silence vécus au quotidien mais ignorés, il faut trouver un lieu où il est possible de prendre du recul et de s'exprimer, où l'expérience de chacun est reconnue. C'est tout le défi de l'Université populaire Quart Monde : permettre aux personnes en situation de précarité de partager leur expérience, leur savoir et leur pensée et de les confronter à d'autres.

« Productrice de nouveaux rapports sociaux, l'Université populaire Quart Monde suscite des alliances nouvelles pour des revendications sociales, l'engagement citoyen et de nouvelles pratiques professionnelles ». (Revue internationale de l'économie sociale, janvier 2013)

LE GRAND DÉBAT AU SEIN DES UNIVERSITÉS POPULAIRES QUART MONDE

Six Universités populaires Quart Monde ont décidé de participer au Grand Débat, celles de Normandie, Champagne-Ardenne, Grand Ouest, Nord-Pas-de-Calais, île-de-France et Occitanie. De plus, treize groupes locaux ont travaillé ces questions lors de réunions locales organisées et des membres d'ATD Quart Monde, ayant ou non eux-mêmes l'expérience de la grande pauvreté, ont en outre déposé des contributions personnelles et de petits groupes directement sur le site internet, souvent au titre de citoyen, sans faire particulièrement état de leur appartenance au Mouvement ATD Quart Monde.

Lors des Universités populaires Quart Monde, des invités sont souvent présents, afin d'écouter et d'éclairer le sujet. Il s'agit de leur permettre d'entendre la parole des militants, et de donner leurs réactions, apporter leurs éclairages, débattre. Dans le cadre du Grand Débat National, nous avons ainsi pu accueillir le 29 janvier dernier Christelle Dubos, Secrétaire d'État auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé, lors d'une Université populaire Quart Monde à Caen, sur le thème des gilets jaunes, ainsi que Nadia Bellaoui, l'une des cinq garants nommés pour le Grand Débat National, à Reims sur le thème de la fiscalité. À l'Université populaire Quart Monde de Lille, c'est Marie-Christine Blandin, observatrice et grand témoin du Grand Débat National qui a assisté à la rencontre en tant qu'invitée.

Tous les thèmes du Grand Débat ont été largement abordés, mais ce ne sont pas les seuls thèmes qui sont ressortis lors de ces Universités populaires Quart Monde et groupes de travail. Le malaise comme les aspirations qui s'expriment à l'occasion des événements que traverse la France touchent tous les domaines du quotidien et des droits fondamentaux : le travail, la culture, le logement, l'éducation, la santé, etc.

UN VRAI GRAND DÉBAT NATIONAL AURAIT DÛ ALLER PLUS LOIN ET ÊTRE PLUS LARGE...

Face aux mécontentements exprimés dans le cadre du mouvement des gilets jaunes, les quatre thèmes proposés nous semblent former une réponse restreinte et trop peu globale. Parler de la fiscalité, des aides sociales et des services publics, c'est aussi aborder le sujet du logement, dont l'accès n'est pas encore assuré pour tous, le sujet de l'éducation, très fortement liée aux inégalités sociales et par conséquent aux inégalités ressenties par les personnes en situation de précarité et de grande pauvreté. Ce sont aussi les questions d'emploi et de formation qui sont abordées lors de ces Universités populaires Quart Monde, exprimant la grande aspiration, chez les personnes en situation de grande pauvreté, de travailler plutôt que de bénéficier d'aides sociales. Enfin, ce sont aussi les problèmes de santé qui sont posés : l'accès à la santé et les problèmes de refus de soins sur des critères discriminants notamment.

Alors que les revendications s'appuient sur les inégalités sociales en France, le Grand Débat National aurait dû, selon nous, réaffirmer les droits fondamentaux et leur indissociabilité : le logement, la santé, l'emploi, l'éducation, la culture, les vacances...

L'absence de ces thèmes dans le Grand Débat National a sans doute contribué au désintérêt ou à la défiance d'un grand nombre de citoyens.

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Les premiers écologistes, c'est les pauvres. C'est eux qui recyclent en allant fouiller dans les poubelles, en allant récupérer tout ce qui est bon pour être recyclé (le cuivre, l'aluminium, la ferraille). Et donc, c'étaient les premiers recycleurs.

M., militant Quart Monde à Rennes

Loin des idées préconçues sur la grande pauvreté, bon nombre de personnes vivant dans des situations très précaires sont tout aussi inquiètes face à l'urgence climatique. D'autant que l'urgence du changement climatique n'est pas qu'une expression pour les personnes qui vivent dans des situations de grande pauvreté, c'est pour elles une réalité quotidienne.

UN IMPACT FORT SUR LES PLUS PAUVRES

Mon mari est asthmatique. Depuis une dizaine d'années, il augmente sa consommation de ventoline. Je pense que c'est lié aussi à la pollution. On a une installation d'incinération de déchets dans le quartier de Villejean et les fumées se répandent dans Rennes.

V., militante Quart Monde à Rennes

Les territoires d'Outre-mer, premiers touchés par des phénomènes climatiques comme les tempêtes, les ouragans, les pluies diluviennes, ne sont pas les seuls à subir les impacts du changement climatique. En France métropolitaine, les problèmes d'asthme des populations qui n'ont pas les moyens de se soigner en sont un exemple parmi d'autres. Elles sont souvent les plus proches de poches de pollution. *« Ils ont fait cette fameuse L2 (bretelle d'autoroute qui passe près de la cité HLM), la dernière partie a ouverte l'année dernière au mois d'octobre. On ne s'aperçoit pas que tous les pots d'échappement des voitures, on les respire. Il ne faut pas croire que l'air est sain, on ne respire que ça »*, explique un militant Quart Monde de Marseille lors d'une Université populaire Quart Monde sur le thème de la transition écologique. Ce sont ces populations vivant dans des situations de grande pauvreté et dans des logements très mal isolés qui sont aussi touchées par le froid soudain et les périodes de canicules interminables, comme l'exprime une militante Quart Monde : *« Faire de l'environnement une cause commune, c'est aussi lutter contre la violence, lutter contre la stigmatisation des plus pauvres qu'on condamne à vivre dans des barres HLM pourries, mal isolées, comme j'ai pu l'être où j'avais des dépenses de chauffage pas possibles »*. Et dans ces passoires énergétiques, nombreux sont ceux qui cherchent à faire des économies sur des factures qu'ils ne peuvent pas payer, mais les conséquences sur la santé sont graves : *« On coupe le chauffage la nuit pour ne pas avoir de grosses factures. Mais si on ne chauffe pas du tout, il y a de l'humidité et on tombe malade »*.

DES MESURES QUI LAISSENT DE CÔTÉ LES PLUS PAUVRES

Ils vont augmenter le chèque énergie, mais en même temps ils augmentent les taxes.

B., militant Quart Monde à Reims

Si elles sont les premières touchées par le changement climatique, les personnes les plus pauvres le sont aussi par les mesures prises pour lutter contre ce réchauffement ou pour y pallier. L'augmentation des taxes en est un exemple. Au-delà de l'angoisse de la situation climatique actuelle, ces personnes vivent aussi dans la peur de devoir payer plus avec un argent qui manque au quotidien. Les militants Quart Monde qui se sont exprimés sur ce sujet ne veulent pas accepter une augmentation du chèque énergie d'un côté, si les taxes augmentent de l'autre. La construction du Grand Paris est un exemple criant de la non-association des personnes les plus pauvres à l'élaboration du projet. L'arrivée du métro dans un certain nombre de banlieues s'accompagne d'une rénovation du quartier, des bâtiments, des logements, qui de fait entraîne une augmentation des prix des loyers et un rejet des habitants pauvres dans une périphérie éloignée. Un exemple similaire d'expulsion des plus précaires du centre-ville a été mentionné à Tours, suite à la rénovation du quartier du Sanitas. La taxe carbone proposée dans le cadre de la transition écologique est une autre illustration de mesures réfléchies sans en mesurer l'impact sur les plus fragiles. Elle n'a pas pris en compte les besoins et les conditions de vie des personnes éloignées des modes de transports collectifs. On peut aussi citer *« la suppression des voitures diesel et âgées trop polluantes. Tout le monde n'a pas les moyens de racheter une nouvelle voiture ; la hausse des taxes et du prix du carburant ; la taxe d'éco-participation sur l'électroménager »* (S., militante à Dunkerque).

TOUJOURS PLUS D'EFFORTS DEMANDÉS

On a tellement de soucis qu'on survit et donc on n'a pas le temps de s'occuper de la planète.

A., militante Quart Monde à Montpellier

Cet effort qui est constamment demandé aux citoyens et qui

pèse sur les personnes qui ne peuvent plus assumer tous ces efforts au quotidien est vu comme une inégalité inacceptable. D'autant que les personnes vivant dans des situations de grande pauvreté sont depuis longtemps contraintes à adopter des comportements cohérents avec la lutte contre le changement climatique : prendre le vélo et les transports en commun, ne pas prendre d'avion, avoir une consommation réduite, voire extrêmement réduite, etc. Mais aussi du fait de leurs moyens économiques, le recyclage, la réutilisation et la récupération sont des pratiques très courantes qui sont par nature très écologiques. Un militant Quart Monde de Rennes explique, « *quand je veux prendre une douche, il faut vider toute la Vilaine* [fleuve de Bretagne] *avant que j'aie de l'eau chaude, alors je récupère toute cette eau froide et je m'ensers pour les plantes, pour donner à boire au chien, etc.* ». La conscience de l'empreinte écologique des biens quotidiens est partagée aussi dans les milieux très défavorisés, et la récupération est une pratique très répandue : « *Maintenant, je n'achète plus de vêtements neufs parce que c'est vrai qu'on n'y pense pas mais un vêtement, je crois qu'on met beaucoup d'eau et du coup, moi, j'achète mes vêtements d'occasion* ». Du recyclage des eaux - « *Des patates à l'eau, je les cuis au faitout et après, l'eau des patates, je fais le sol avec.* » -, à l'utilisation de produits naturels - « *À mon travail, chez les particuliers, je fais leur ménage, on a suivi une formation pour utiliser des produits naturels donc j'utilise en priorité le vinaigre de cidre, le bicarbonate de soude et le savon noir* » -, les personnes vivant des situations de grande pauvreté ont aussi des avis, expériences et initiatives précieuses sur la question de la transition écologique.

FAIRE AVEC POUR NE PAS FAIRE CONTRE

On se sent bien seul avec toutes ces questions et ces problèmes. Il n'y a pas vraiment de soutien, d'accompagnement. On est livré à nous-même.

P., militante Quart Monde à Toulouse

Ainsi, toute une partie de la population, inquiète comme les autres de l'urgence climatique qui nous entoure, est laissée de côté dans cette lutte, qui se fait même parfois contre elle. Exemple raconté par deux jeunes de la communauté des gens du voyage : « *ah oui, tu sais, l'hiver on n'est pas bien parce que nous, on ne peut pas faire attention parce qu'on a de petits chauffages au bois et qu'on pollue énormément. Et quand on est en pleine campagne, comme la plupart du temps, à part Chaptal, on est très loin des bus et donc il faut avoir beaucoup de temps pour aller à pieds chercher le bus à plusieurs kilomètres, donc on prend souvent la voiture* ». Elles disent : « *Nous on a tout faux pour le moment. On aimerait bien pourtant pouvoir faire autrement.* ». Elles culpabilisent. Mais c'est aussi le cas dans le domaine de l'alimentation : « *tu vas acheter le poulet le moins cher et pas le bio. On se sent encore plus culpabilisé* ». Cette culpabilité est violente pour des personnes qui aimeraient faire partie de la lutte contre cette urgence qui les inquiète tout autant que les autres. Mais elle est violente aussi parce qu'elle se retourne contre eux, puisqu'on les accuse de ne pas avoir des pratiques écologiques.

La transition écologique ne sera jamais efficace si tout un pan de la population n'est pas considéré comme acteur et partenaire de cette transition. Ne pas être associé comme acteur, c'est aussi subir le laxisme de certains responsables concernant les quartiers défavorisés. En effet, le tri est par exemple moins mis en place dans certains quartiers plutôt que dans d'autres. « *En HLM, on n'avait pas les poubelles de tri alors que les maisons à côté en avaient. Moi, c'est à 15 minutes de chez moi, trop loin. On dépose les boîtes de conserve, mais il faut les nettoyer. Il faut les rincer et on y passe du temps et on consomme de l'eau* » (C., D. et P. lors d'une Université populaire Quart Monde à Montpellier). Considérer les personnes très pauvres comme des acteurs indispensables, c'est d'une part reconnaître leurs connaissances et leurs pratiques dans ce changement environnemental, et d'autre part, les associer à l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques, mesures et normes, notamment dans le domaine de la transition écologique.

IDÉES ET PROPOSITIONS ISSUES DES UNIVERSITÉS POPULAIRES QUART MONDE

Les idées et propositions ont été émises dans le cadre des Universités populaires Quart Monde par les participants, suite aux constats et aux expériences de chacun, et en particulier des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté. Ces propositions, parfois individuelles, souvent défendues par plusieurs dans les débats, parfois collectives, expriment ce que les personnes en situation de pauvreté pensent et proposent comme repères pour une société plus juste et démocratique. Elles constituent une base pour l'élaboration des propositions du Mouvement ATD Quart Monde.

- **Évaluer l'impact de toute nouvelle loi et politique publique sur les 10 % les plus pauvres de la population et au regard des objectifs du développement durable.**
- **Considérer les personnes dans la grande pauvreté comme des partenaires et sources d'initiatives de la lutte contre le changement climatique, en les associant à l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques, mesures et normes.**
- **Adopter des comportements exemplaires et adaptés dans le cadre du changement climatique au niveau des hautes institutions de l'État.**
- **Favoriser les circuits courts pour l'alimentation, mais aussi pour les vêtements (qui viennent de très loin et sont moins chers grâce au travail des enfants), et favoriser l'accès de tous à ces produits, par des prix accessibles.**
- **Gratuité des transports en commun, plus nombreux et accessibles à tous.**
- **Réduire les emballages plastiques.**
- **Consigner les canettes, bouteilles en verre et en plastique.**
- **Réglementer les usines : pourquoi ne pas fermer des usines polluantes ?**
- **Installer des jardinières productives en ville, faire plus de jardins partagés, que le jardinage soit obligatoire dès l'école pour l'éducation à l'écologie, organiser plus d'événements ou d'animations pédagogiques autour des plantes dans chaque quartier.**

La TVA est en effet l'impôt le plus injuste, car tout le monde le paie, quel que soit le niveau de son revenu. Il est faux de dire que certains ne paient pas d'impôts, car nous payons tous de la TVA.

G., militant Quart Monde à Lyon

UNE IMPOSITION INJUSTE

On pense que d'autres pourraient aussi faire des efforts et ceux qui ne payent plus l'ISF, les sociétés, elles ont des aides pour embaucher et le chômage on y est confronté et on ne comprend pas.

F., Militante, Quart Monde à Reims

Tout le monde paie des impôts aujourd'hui, en particulier via la TVA. Cependant, la répartition actuelle de l'impôt n'est absolument pas juste. Elle permet que certains, en particulier les plus fortunés, paient, proportionnellement à leurs revenus, beaucoup moins d'impôts que ceux qui ont les plus faibles revenus : ces derniers paient entre 10 et 20 % d'impôt et de taxes même s'ils ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu (ISR) parce qu'ils paient la TVA sur tous leurs achats ; les personnes ayant des revenus moyens paient plus d'impôts car ils paient la TVA et l'ISR ; les plus riches paient proportionnellement beaucoup moins d'impôts du fait des capacités d'optimisation dont ils disposent, des niches fiscales, de la suppression de l'ISF... Cette injustice est perçue par les personnes en situation de pauvreté qui proposent donc d'« *augmenter la fiscalité des riches et diminuer leurs salaires* », de « *créer une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu* », et de « *mettre en place une TVA à 0% sur les produits de première nécessité* ».

LES PAUVRES LAISSÉS DE CÔTÉ PAR LES DÉPENSES PUBLIQUES

On a parlé du Président qui gagne un bon salaire, et encore à sa retraite un salaire très bien, et on dit qu'il doit faire des efforts comme tout le monde. Car on dit que le Président est payé à vie et que nous quand on touche le chômage on le touche un ou deux ans et point barre. C'est injuste.

D., militant Quart Monde à Reims

La vie des plus pauvres est parsemée d'injonctions à « faire des efforts » : pour pouvoir manger, se chauffer, avoir de l'électricité, etc. Pourtant leur consommation est réduite et le RSA n'augmente pas. Or, garantir l'égalité de tous, au-delà de donner accès à un toit et à l'alimentation, c'est permettre de vivre comme un être humain, dignement : pouvoir s'habiller, avoir accès à la santé, à l'éducation, à la culture, à la vie en famille, aux vacances. Face à la difficulté d'accès à ces droits fondamentaux, les plus pauvres

déplorent des dépenses publiques qui leur semblent abusives dans d'autres domaines, notamment pour les élus. « *Ce qui nous paraît injuste ce sont les dépenses de l'Etat qui ne fait pas d'effort pour les baisser. Les dépenses de vaisselle à l'Elysée, elles ne sont pas comprises, alors que nous on fait des efforts tous les jours* » (Un groupe de préparation de militants à l'Université populaire Quart Monde de Reims).

De plus, ils sont laissés de côté par la complexité et le manque d'information qui entourent les impôts et les dépenses publiques. Les taxes diverses et variées qui se « cachent » un peu partout (par exemple, lors de l'achat de matériel électroménager, l'éco-participation, etc.) sont l'illustration parfaite de l'opacité et entretiennent une défiance : « *On n'est pas bien mis au courant de leur mise en place, de leur montant, de leur finalité* ». La finalité est d'autre part un sujet qui a été discuté. En effet l'affectation ou la non affectation d'un impôt ou d'une taxe à une dépense est une information mal partagée. Une fiscalité juste ne peut faire l'économie d'une information accessible à tous sur l'utilisation des impôts et taxes.

LE MANQUE DE RESSOURCES

Les gens qui travaillent dans les ministères, on les a augmentés. Pour nous le pouvoir d'achat baisse de plus en plus. Et ils vont encore augmenter les taxes. Il n'y a pas de justice sociale.

C., militante Quart Monde à Reims

Le manque de moyens au quotidien, le manque de revenu disponible pour vivre dignement, se nourrir, se loger, s'habiller, se cultiver, se reposer, sont perçus, en partie, comme le fruit d'une imposition injuste et de dépenses publiques mal orientées. « *Je suis catastrophé de voir qu'au début du mois, une fois les factures réglées il n'y a plus rien pour vivre. Le peu d'argent proposé par Macron, 100€ c'est ridicule. Et seulement ¼ des personnes pourront être concernées* » (S., Groupe local de Rennes). Loin de correspondre aux véritables attentes des personnes vivant dans la grande pauvreté, les propositions d'amélioration en n'y associant pas les personnes concernées, n'ont pas d'effets positifs sur elles. Les questions posées par la fiscalité ne s'arrêtent pas à la réduction ou à l'augmentation des impôts et des taxes, elles déterminent aussi les conditions de vie des plus pauvres dont le manque de ressources empêche de vivre dignement. Leur pouvoir d'achat diminue au rythme des « efforts » qui leur sont demandés : « *Tas juste des sous pour payer les factures et manger. Tas pas de pouvoir d'achat pour acheter des vêtements, des meubles* » (C., militante Quart Monde de Reims).

DES AIDES SOCIALES PAS ASSEZ CIBLÉES

C'est anormal qu'un système distribue autant d'aides mais pas assez de travail. Je n'ai pas envie d'aller vers une société assistée. La valeur du travail est un plus. J'ai envie que les gens soient fiers de leur travail, de leur salaire, d'une société où les personnes soient valorisées...

H., militant Quart Monde à Rennes

Les aides sociales telles que le RSA, ne permettent pas de vivre dignement et privent les gens de perspective de bâtir un projet ou de rebondir. Il y a un impératif d'augmentation des aides, minima sociaux et dépenses de protection sociale : RSA, indemnités chômage, retraite, allocations familiales, APL... tout en sécurisant l'accès à ces droits pour arrêter d'avoir « *peur qu'on nous les retire si tout n'était pas comme il faut* » nous explique une militante en situation de grande pauvreté. En effet, les aides sociales ne sont pas allouées facilement, alors que les personnes concernées y ont droit. Pascale déplore que « *le montant des APL varie aussi rapidement (trimestre) passant de 20 à 40 euros par exemple ce qui fait varier son loyer et donc rend plus difficile le suivi de son budget prévisionnel* ».

Cessons de laisser croire que les conditions d'attribution des aides sociales favorisent indûment certains. Au contraire, certaines conditions sont tellement complexes que beaucoup y renoncent. Les taux de non-recours sont inquiétants : 36 % pour le RSA, 30 % pour la CMU-C, 31 % pour les allocations familiales, plus de 60 % pour l'aide à la complémentaire santé, ainsi que la non-inscription à Pôle emploi. Pour lutter contre les non-recours, les services chargés de mettre en œuvre une aide sociale doivent avoir des politiques de « prospection des ayants droits ». L'exemple des MSA (Mutualité sociale agricole) qui organisent des "Rendez-vous prestations" pour les allocataires doit se systématiser, cela doit devenir une priorité nationale pour toutes les administrations, collectivités concernées, afin de garantir et de rendre effectif l'accès de tous aux droits de tous.

IDÉES ET PROPOSITIONS ISSUES DES UNIVERSITÉS POPULAIRES QUART MONDE

Les idées et propositions ont été émises dans le cadre des Universités populaires Quart Monde par les participants, suite aux constats et aux expériences de chacun, et en particulier des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté. Ces propositions, parfois individuelles, souvent défendues par plusieurs dans les débats, parfois collectives, expriment ce que les personnes en situation de pauvreté pensent et proposent comme repères pour une société plus juste et démocratique. Elles constituent une base pour l'élaboration des propositions du Mouvement ATD Quart Monde.

- **Augmenter les minima sociaux, le Smic et les petites retraites pour garantir un revenu fixe et digne : déterminer une base minimale fixe par adulte (850 €) à partir des besoins essentiels (nourriture, logement, transport, santé,**

éducation, culture), et l'adapter selon la composition de la famille.

- **Indexer ces revenus sur le coût de la vie.**
- **Mettre en œuvre une politique de prospection des ayants droits.**
- **Ne pas augmenter les taxes, qui pèsent plus lourdement sur les ménages vivant dans la pauvreté.**
- **Instaurer une réelle proportionnalité de l'impôt : la justice serait que le taux d'imposition soit proportionnel aux revenus (entre 10 et 20% des revenus des plus pauvres partent dans les taxes, impôts directs et indirects).**
- **Rendre la fiscalité plus juste, en créant une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu, en diminuant le poids de la TVA et en instaurant un taux de 0% sur les produits de première nécessité et en augmentant l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les successions pour les ménages les plus aisés, réintroduire l'impôt sur la fortune.**
- **Réduire les niches fiscales.**
- **Mettre en place une meilleure répartition des 20 milliards d'euros donnés aux entreprises dans le cadre du CICE, aux entreprises qui en ont le plus besoin, avec obligation de résultat sur l'emploi.**
- **Lutter plus efficacement contre l'évasion fiscale.**
- **Taxer les robots et les logiciels qui remplacent et suppriment des emplois.**
- **Appliquer une taxe sur les carburants pour les avions et les bateaux.**
- **Taxer les flux financiers au profit de la transition écologique, interdire le commerce sur le droit à polluer, détaxer les produits « verts » (isolation, soins, alimentation, etc).**
- **Imposer les sociétés transnationales : exemple, les GAFA.**
- **Pour les petits revenus, plafonner, voire supprimer, les frais d'incidents bancaires quand le compte est insuffisamment provisionné.**
- **Faire des économies : réduire le train de vie de l'État.**
- **Développer les magasins sans argent, le troc, les recycleries gratuites, Supprimer les taxations sur les services entre particuliers et les brocantes (Blablacar, Le bon coin...).**



LA DÉMOCRATIE ET LA CITOYENNETÉ

C'est ça, c'est cette liberté d'expression ... de pouvoir être soi-même, même si on n'a pas d'argent, même si on n'a pas toutes les facultés de certaines élites ... voilà. On a cette caricature de pauvre et on est regardé. On a du mal à être soi-même, on a du mal à être bien dans sa peau.

A., militante Quart Monde à Lille

La citoyenneté est une notion indissociable de la réflexion sur la démocratie. Si l'on refuse les catégories entre citoyens, alors il faut créer les conditions de la participation de ceux que l'on n'entend jamais dans la vie de la cité et leur en donner les moyens.

POUR UNE REPRÉSENTATIVITÉ DE TOUS LES CITOYENS

On a supprimé l'allocation de rentrée scolaire quand les enfants sont placés et personne n'en parle. Cette décision est scandaleuse. Ceux qui subissent le plus de difficultés ne sont pas entendus, personne n'est au courant de ce qu'ils vivent. Cette démocratie ne fonctionne pas.

H., militant Quart Monde à Rennes

Bien que la question de la représentativité soit largement présente dans les débats politiques actuels, notamment dans le cadre des mouvements des gilets jaunes, il est essentiel de rappeler que la question de la représentation touche tout particulièrement les personnes vivant dans la pauvreté. Ne se sentant absolument pas représentées, elles ne se sentent pas non plus écoutées par les hommes et femmes politiques qui devraient en principe assurer leur représentation dans les instances décisionnaires. Un jeune d'une Université populaire Quart Monde disait : *« Moi et mes potes on irait voter si on parlait plus des jeunes ».*

L'ignorance mutuelle est un frein à une démocratie fondée sur la représentativité : *« Nos représentants ne nous représentent pas, ne connaissent pas nos vies ».* Les demandes des individus qui vivent l'expérience de la pauvreté sont fondamentales pour pallier ce manque de représentation : être écouté jusqu'au bout et ne pas voir ses propos déformés, aller vers les personnes les plus éloignées des réseaux habituels de communication ou d'échanges, et pouvoir créer des liens de confiance, décider de moyens pour renforcer la capacité d'expression (orale, écrite, numérique) des plus pauvres, garantir que chaque personne soit reconnue comme un être humain, dans sa dignité.

Le déficit de représentation est profond, puisque même les mouvements de revendications comme les gilets jaunes, n'ont pas toujours pris en compte les personnes vivant dans les situations les plus précaires, c'est-à-dire, *« ceux qui ont du mal à payer leur loyer et qui ont du mal à finir leurs fins de mois et ceux qui ne mangent pas, ceux qui ne peuvent pas s'habiller, on n'en parle pas et donc cela veut dire que même dans ce débat on va rester invisible ».* Le sentiment de ceux

que l'on n'entend pas, dont on ne parle pas, c'est bien d'avoir été laissés de côté d'une démocratie qui se construit sans eux.

RÉTABLIR LA CONFIANCE ENTRE LES CITOYENS ET LES POUVOIRS PUBLICS

Comment peut-on se sentir « citoyen » quand on nous identifie comme des usagers, ou par un numéro de dossier ?

P., militant Quart Monde à Brest

Cette distorsion qui existe entre le pouvoir, les élus et la population, remet en question le modèle de société dans lequel nous vivons. Source d'inégalités et d'injustices quant aux conditions de vies et aux demandes d'efforts à faire, elle ne permet pas à chacun de vivre dignement. De plus, ce manque de liens tissés entre les élus et les personnes vivant dans la pauvreté a pour conséquence un manque réciproque de confiance. D'une part, les citoyens ne se sentant pas représentés, accumulent une défiance envers les politiques et la vie démocratique représentative dans son ensemble. D'autre part, les services publics n'ont pas confiance en la capacité de ces personnes à mener une vie digne et responsable. Le fait de se sentir surveillé, parce qu'on est pauvre crée de la défiance envers les services sociaux, donc les services publics, et la vie publique en générale. A. militante Quart Monde à Lille explique que *« les gens n'osent pas le dire parce qu'ils ont peur. Parce qu'ils ne peuvent pas aller voir une assistante sociale en disant "on n'a plus rien à manger, on peut plus payer l'EDF". On a peur qu'on nous prenne nos enfants ».*

Leurs actes citoyens sont ignorés voire critiqués et leur place dans la société se réduit : *« Moi je fais du bénévolat, je suis au chômage. À Pôle emploi, on m'a dit : "quand vous faites je ne sais quoi à vous amuser, mais vous ne cherchez pas du travail, vous n'êtes pas productif pour la société quand vous faites du bénévolat". Ça c'est véridique. Pour l'État, quand on fait du bénévolat, on s'amuse, on discute, mais on ne sert à rien. On n'est pas productif, on ne ramène pas d'argent. D'un autre côté s'il n'y avait pas de bénévoles, pour tout ce qui est école, tout ça, il devrait y avoir beaucoup plus de salariés. Quand vous êtes au chômage que c'est l'État qui vous paye, vous ne servez à rien, vous coûtez à la société, donc votre bénévolat est*

considéré comme moins que rien. Quand vous êtes bénévoles et que l'État gagne de l'argent, vous êtes utiles. Alors on vous dit "c'est très bien madame, continuez comme cela" ». Nous refusons d'admettre qu'une personne sans emploi ne doit avoir comme unique objectif quotidien et comme unique activité la recherche d'emploi. L'accès à la culture, au monde associatif, le droit à l'engagement ne peut se réduire aux personnes qui travaillent, tout comme ils ne peuvent être contraints ou rendus obligatoires.

Cette situation, source de tension, doit être résolue pour que le dialogue se rétablisse au plus vite. La démarche du Croisement des savoirs et des pratiques[©] avec des personnes en situation de pauvreté, des scientifiques, des professionnels, des associatifs, des élus, etc. nous a appris les conditions de l'expression et du dialogue avec tous, dans l'écoute, la compréhension, le respect des idées et de la parole des uns et des autres pour construire ensemble des propositions qui garantissent l'effectivité de l'accès et de l'exercice des droits de tous. Il ne s'agit pas seulement de se parler, encore faut-il croiser les préjugés ou représentations de part et d'autre, croiser les analyses des situations vécues, croiser les pistes de changement nécessaires afin de co-construire des propositions pour une société juste, qui vise vraiment l'éradication de la misère.

L'EXPRESSION DE LA CITOYENNETÉ

On ne nous demande pas notre avis alors qu'on pourrait le donner .

B., militant Quart Monde à Lille

Beaucoup demandent que le vote blanc soit considéré, afin que ce sentiment d'être oublié puisse s'exprimer aussi par les canaux démocratiques dont nous disposons. *« Pour le vote, qu'on vote ou qu'on ne vote pas, on n'est pas entendu. Les votes blancs ne sont pas considérés »*. Si le vote est un devoir, il est aussi un droit, et nous regrettons que certaines personnes, handicapées, sous tutelle ou sous curatelle n'aient pas ce droit de vote.

Toutefois, la citoyenneté ne s'exprime pas seulement par le vote, et il est important de rappeler que les lieux publics où s'exprime cette identité citoyenne ne sont pas toujours faciles d'accès aux personnes les plus pauvres pour plusieurs raisons. D'une part, aller vers les personnes les plus éloignées des réseaux habituels de communication, d'échanges nous semble indispensable. L'éducation populaire, les services publics, les associations doivent permettre à tous, et notamment aux personnes vivant dans des situations de grande pauvreté, de renforcer leur capacité d'expression, de participation, et d'accès effectif aux droits. D'autre part, il ne s'agit pas seulement de faire participer les personnes qui n'ont pas l'occasion de s'exprimer, mais de s'assurer que leur parole sera entendue jusqu'au bout, prise au sérieux et prise en compte. *« On ne fait pas la démarche de s'intéresser parce qu'on te dit que tu es nul, que tu ne sers à rien »*. D'autre part,

la citoyenneté est indissociable de la participation de tous à la vie de la cité. Ainsi, la participation des plus pauvres à l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques est un indicateur d'une démocratie qui fonctionne.

IDÉES ET PROPOSITIONS ISSUES DES UNIVERSITÉS POPULAIRES QUART MONDE

Les idées et propositions ont été émises dans le cadre des Universités populaires Quart Monde par les participants, suite aux constats et aux expériences de chacun, et en particulier des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté. Ces propositions, parfois individuelles, souvent défendues par plusieurs dans les débats, parfois collectives, expriment ce que les personnes en situation de pauvreté pensent et proposent comme repères pour une société plus juste et démocratique. Elles constituent une base pour l'élaboration des propositions du Mouvement ATD Quart Monde.

- **Introduire le suffrage proportionnel.**
- **Imposer l'inéligibilité des élus condamnés par la justice.**
- **Créer un référendum décidé à l'initiative de citoyens.**
- **Introduire la votation citoyenne comme en Suisse.**
- **Reconnaître le vote blanc.**
- **Garantir que chacun soit reconnu comme une personne, dans sa dignité.**
- **Permettre aux personnes les plus pauvres de se faire entendre et de participer aux décisions à tous les niveaux, avec des conditions spécifiques pour que cela puisse se réaliser dans de bonnes conditions.**
- **Débattre et échanger avec les décideurs, les élus locaux, pour qu'ils viennent sur le terrain et en particulier soient invités à la Maison Quart Monde pour discuter des problèmes des plus pauvres ou à une Université populaire Quart Monde.**
- **Mettre en oeuvre la démarche du Croisement des savoirs et des pratiques[©], conçue par ATD Quart Monde, chaque fois que possible.**
- **Aller vers les personnes les plus éloignées des réseaux habituels de communication, d'échanges nous semble indispensable. L'éducation populaire, les services publics, les associations doivent permettre à tous, et notamment aux personnes vivant dans des situations de grande pauvreté de renforcer leur capacité d'expression, de participation, et d'accès effectifs aux droits de tous.**
- **La citoyenneté est indissociable de la participation de tous à la vie de la cité. Ainsi, la participation des plus pauvres à l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques est un indicateur d'une démocratie qui fonctionne.**
- **Mettre en oeuvre un vrai accompagnement humain pour l'accès aux droits, avec des professionnels formés.**

L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

“ **Considérer les progrès de la société à l'aune de la qualité de vie du plus démuné et du plus exclu est la dignité d'une Nation fondée sur les droits de l'homme.** ”

Texte gravé dans le hall du Conseil économique social et environnemental

RENFORCER LES SERVICES PUBLICS

“ **Le service public doit créer des liens entre les personnes pour qu'aucune d'entre elles ne se sente isolée. Créer des espaces de rencontre pour aider ceux qui sont seuls et se mettre à la disposition et à l'écoute de ceux qui ont du mal à parler aux personnes qu'ils ne connaissent pas.** ”

A., militant Quart Monde à Lyon

Le manque de forces dans les services publics pousse notamment les travailleurs sociaux, par exemple, à suivre les contraintes professionnelles de ne recevoir les individus que dix minutes par entretien. Au vu de la relation de confiance qui doit être établie, et du travail de compréhension de la situation nécessaire, ces conditions ne permettent pas une prise en compte humaine des individus. Le travail qui est demandé « *c'est non seulement écouter les problèmes mais aussi écouter les propositions des personnes* » (A., Université populaire Quart Monde d'Ile de France). C'est la confiance qui est la première touchée, et donc les situations des familles qui y sont liées.

Par ailleurs, les services publics dans lesquels il manque les moyens humains pour être efficaces, tels que la santé et l'hôpital, sont vus comme des services dégradés. C'est notamment l'avis des plus pauvres, « *aux urgences, on est mal reçu, on attend longtemps et quelquefois on meurt* ».

Le manque de personnel, notamment dans les centres de soins et dans les zones désertifiées et sans services publics, touche en premier lieu les personnes en situation de pauvreté : « *Il n'y a pas assez de monde dans les Centres Médico-Psychologiques* », « *Dans les petites communes, on ne devrait pas faire des kilomètres pour se soigner, pour les urgences, pour les accouchements, on manque de médecins* ». Mais il y a d'autres services qui se dégradent, comme les pompiers qui ne se déplacent plus, « *il faut faire le 15 et appeler le Samu en cas d'accident, quelquefois on attend longtemps.* » ; ou la police en manque d'effectifs et qui « *n'est pas du tout à l'écoute par rapport à des agressions : exemple de cambriolage où les policiers ne font rien* ». C'est aussi le cas lors de la fusion de plusieurs services : « *Le résultat n'est pas bon. Les agents sont trop polyvalents pour pouvoir bien nous aider* », explique une militante Quart Monde.

L'ACCÈS AUX DROITS

“ **Tout le monde n'a pas l'information pour bénéficier de la CMU.** ”

G., militant Quart Monde à Lyon

L'accès aux droits demande des conditions particulières que tout le monde ne peut remplir. Afin de donner à tous la possibilité de vivre dignement, il faut construire les outils nécessaires à l'accès de tous aux soins de santé, au logement, à l'éducation, et à l'emploi. Or, la disparition des antennes du CCAS dans les mairies d'arrondissement rend l'accès aux droits difficiles. Dans les petites communes comme en périphérie des villes, il manque des services. Résultats : « *On n'est pas toujours au courant de ses droits* » ; « *On finit par oser demander car c'est une question de survie* » ; « *Pour les dossiers en Préfecture, l'aide des associations est très utile. Heureusement il y a les associations* ».

De plus, l'accompagnement nécessaire doit se faire d'un bout à l'autre de l'accès aux droits des individus. Souvent cet accès est compliqué, les injonctions administratives obscures, causant des taux de non-recours très élevés. Ainsi, l'accompagnement social doit être repensé avec les principaux intéressés en tant qu'acteurs d'une situation qui est avant tout la leur. Une participation à l'élaboration de ce que doit être l'accompagnement social est nécessaire pour que, par exemple, cessent les situations où les travailleurs sociaux se succèdent sur une même situation à prendre en charge.

Par ailleurs, si les outils informatiques et numériques, qui se généralisent de plus en plus au sein des services publics, sont un progrès potentiel pour la prise en charge des personnes, ils ne doivent pas remplacer les emplois publics qui permettent l'échange et le lien social. Ils doivent au contraire permettre de dégager du temps pour apporter “plus d'humain”. D'autant que le manque d'accompagnement dans l'accès aux droits par le numérique pose un grave problème d'égalité face aux droits : « *On nous demande de prendre rendez-vous sur internet pour renouveler sa carte d'identité, problème grave de la fracture numérique : tout le monde n'a pas accès à internet et tout le monde ne sait pas s'en servir* » (militant Quart Monde, Groupe local de Lyon). A cela s'ajoute souvent des difficultés de lecture et d'écriture.

IDÉES ET PROPOSITIONS ISSUES DES UNIVERSITÉS POPULAIRES QUART MONDE

Les idées et propositions ont été émises dans le cadre des Universités populaires Quart Monde par les participants, suite aux constats et aux expériences de chacun, et en particulier des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté. Ces propositions, parfois individuelles, souvent défendues par plusieurs dans les débats, parfois collectives, expriment ce que les personnes en situation de pauvreté pensent et proposent comme repères pour une société plus juste et démocratique. Elles constituent une base pour l'élaboration des propositions du Mouvement ATD Quart Monde.

- **Faire participer des personnes vivant en situation de pauvreté à la conception, l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques : débattre et échanger avec les décideurs, les élus locaux, pour qu'ils viennent sur le terrain et en particulier soient invités à la Maison Quart Monde pour discuter des problèmes des plus pauvres ou à une Université Populaire Quart Monde. Nous proposons que la démarche du Croisement des savoirs et des pratiques© avec les personnes en grande pauvreté, conçue par ATD Quart Monde, soit mise en oeuvre chaque fois que possible.**
- **Augmenter les budgets de la culture et de l'éducation, pour que l'accès aux sites culturels soit moins cher, et que l'école soit un tremplin pour les enfants et non pas un obstacle. Augmenter les budgets de la justice et de l'environnement, qui sont les cadres de notre société.**

- **Renforcer l'échelon municipal pour que la gestion des affaires publiques colle au mieux aux attentes et aux besoins des citoyens.**
- **Développer l'aide à l'utilisation d'internet dans les mairies comme cela se fait dans les bibliothèques à Lyon. Pour ce faire : intervention d'agents ressources dans les services comme la Mairie avec des ordinateurs à disposition.**
- **Renforcer les services publics, notamment les services publics de proximité, et mettre les moyens pour un vrai accompagnement humain pour l'accès aux droits, avec des professionnels formés.**
- **Développer une démarche active vers les personnes qui n'ont pas accès aux droits et assurer un suivi constant et durable de cet accès à leurs droits. Pour cela, généraliser dans toutes les administrations concernées les RDV présentations comme à la MSA et en faire une priorité nationale.**
- **Créer des espaces de rencontre pour aider ceux qui sont seuls et se mettre à la disposition et à l'écoute de ceux qui ont du mal à parler aux personnes qu'ils ne connaissent pas.**
- **Évaluer l'impact de toute nouvelle loi et politique publique sur les 10 % les plus pauvres de la population et au regard des objectifs du développement durable.**



LES AUTRES THÈMES DU GRAND DÉBAT

“ **Tout ce qui ne se fait pas avec nous, même si c'est pour nous, se fait contre nous.**

V., militante Quart Monde à Nancy

Le choix qui a été fait dans le cadre du Grand Débat d'ouvrir des discussions sur quatre thèmes a laissé de côté des sujets qui sont pourtant absolument essentiels et tout aussi importants pour les personnes qui vivent dans des situations de grande pauvreté.

L'éducation et la culture font partie de ces sujets incontournables. Sans être proposés par le Grand Débat ni avoir été abordés directement lors des Universités populaires Quart Monde inscrites dans ce cadre, ces thèmes ont déjà fait l'objet de réflexions nombreuses et de travaux approfondis de la part des membres d'ATD Quart Monde, et en particuliers des militants. Pour que les enfants et jeunes en situation de grande pauvreté et d'exclusion aient un avenir à égale dignité de tous les autres jeunes, et pour la construction d'une société plus juste et démocratique, les questions d'égalité face à la culture et à l'orientation scolaire, sans discrimination sur la situation sociale, doivent être absolument entendues et traitées.

Dans les Universités populaires Quart Monde, d'autres thèmes ont en outre été abordés ponctuellement et méritent eux aussi d'être pris en compte à la hauteur de l'importance donnée aux autres. La suite de ce documents aborde deux de ces thèmes qui ont suscité des prises de parole ou des propositions dans le cadre du Grand Débat : l'emploi et le logement.

LE LOGEMENT

“ **Il y a des moisissures dans notre appartement. Le chauffage électrique c'est cher on a 140€ tous les 2 mois mais on chauffe pour chauffer les murs.**

D., militant Quart Monde à Tarbes

Certes, indissociable de la question écologique, notamment sur les questions d'isolation, le logement, n'a pas beaucoup fait l'objet de contributions personnelles dans le cadre du Grand Débat National. Toutefois, c'est un sujet qui est revenu souvent dans le cadre de nos Universités populaires Quart Monde.

L'ACCÈS DE TOUS À UN LOGEMENT

Pour sortir de la grande pauvreté, l'accès à un logement digne est indispensable : sans logement il est très compliqué de s'engager dans un emploi, une formation, d'avoir droits aux tarifs réduits pour les transports et la culture, etc. L'ensemble des droits sont menacés ou rendus inaccessibles. Or malgré des lois telles que le Droit au Logement Opposable (DALO), de nombreuses personnes n'ont pas accès à un logement digne. Les expulsions locatives augmentent chaque année, des surloyers sont pratiqués dans la durée dans les HLM alors que des familles dans des situations très précaires et reconnues prioritaires au titre du DALO pourraient être logées. Le doublement du nombre de places d'hébergement depuis la promulgation de la loi DALO indique que la mise en œuvre du Droit au Logement digne et pérenne n'est pas une priorité nationale. Une mise en œuvre réelle du Droit au Logement aurait dû conduire, au bout de 10 ans, à une réduction progressive des places d'hébergement, les familles hébergées se voyant proposer, conformément à la loi, un logement familial convenable.

LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

“ **Je dépense 190€/mois d'électricité, c'est plus que le loyer.**

P., militante Quart Monde à Toulouse

La précarité énergétique touche 6,7 millions de personnes, qui consacrent plus de 8 % de leurs revenus en dépenses énergétiques, tout en déclarant souffrir du froid pour 15 % des français en 2017. Les conséquences en terme de santé pour cette partie de la population sont déplorables et agrandissent les inégalités face à l'espérance de vie en France. « *Mon appartement n'est pas bien isolé. L'hiver, il y fait entre 15 et 17°. Quand il fait chaud, il fait chaud à crever. Quand il fait très chaud, ma fille doit augmenter ses doses de médicaments* » (N., Militante à Dijon). De plus, ces surconsommations pèsent sur les personnes vivant dans des situations de grande pauvreté. Le pouvoir d'achat y est fortement affaibli, ce qui augmente les inégalités de revenus disponibles. « *Ma maison n'est pas isolée et ma facture EDF augmente. J'ai demandé au directeur de l'OPAC d'intervenir. Il a dit que j'avais une grande gueule mais il a dit que je ne pouvais plus vivre comme ça, c'est insalubre. On vous envoie le service d'Hygiène le 26 février* » (P., militante à Toulouse).



IDÉES ET PROPOSITIONS ISSUES DES UNIVERSITÉS POPULAIRES QUART MONDE

Les idées et propositions ont été émises dans le cadre des Universités populaires Quart Monde par les participants, suite aux constats et aux expériences de chacun, et en particulier des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté. Ces propositions, parfois individuelles, souvent défendues par plusieurs dans les débats, parfois collectives, expriment ce que les personnes en situation de pauvreté pensent et proposent comme repères pour une société plus juste et démocratique. Elles constituent une base pour l'élaboration des propositions du Mouvement ATD Quart Monde.

- **Construire plus de logements sociaux.**
- **Fixer le montant des loyers en fonction des revenus de la personne, car des familles sont trop pauvres pour accéder aux logements sociaux.**
- **Contrôler les tarifs de l'électricité, du gaz, du fuel, des énergies.**
- **Autoriser les gens à vivre en communauté sans réduire les aides au logement.**
- **Favoriser et développer la construction de bâtiments à énergie passive. Autoriser l'auto-rénovation pour isoler les logements avec le droit au crédit d'impôt. Utiliser les ressources naturelles type géothermie, solaire, etc. Assouplir les possibilités de construction d'habitats écologiques.**
- **Pour éviter les rivalités entre communes, il faudrait attribuer la compétence du logement aux régions pour aboutir à une meilleure répartition sur le territoire. Ne plus permettre que les communes évitent les logements sociaux en payant une amende.**
- **Renforcer les pénalités pour les communes ne respectant pas le taux de logements sociaux et les rendre beaucoup plus dissuasives.**
- **Faciliter l'accès à la propriété pour les personnes en précarité qui ont un projet d'habitat écologique.**
- **Saisir les bailleurs sociaux sur la question de l'isolation des bâtiments.**
- **Créer davantage d'écoquartiers, avec un jardin partagé et de la permaculture.**
- **Faciliter les modalités de caution quand les logements sont vacants. Actuellement on demande que les revenus soient plus de 3 fois supérieurs au loyer, ce qui est souvent impossible.**

L'EMPLOI

Gagner notre argent à la sueur de notre front et justement pour ne plus être assisté comme on est. Car nous aussi si on travaillait on pourrait contribuer à ces taxes, à ces impôts. Je pourrais payer ma redevance. Je pourrais payer l'impôt sur le revenu. Avec l'emploi je pourrais gagner de l'argent et avec cela ma dignité.

M., militante Quart Monde à Reims

Il a semblé important pour un nombre important de personnes en situation de grande pauvreté de parler de l'emploi dans le cadre de ce Grand Débat National : *« ça m'embêterait de partir et de ne pas entendre qu'il est important de mettre de l'argent pour l'emploi, car notre plus grande fierté à nous ce serait aussi d'avoir un travail et de gagner notre argent à la sueur de notre front et justement pour ne plus être assisté comme on est »* (M., militante à Reims).

L'ACCÈS DE TOUS À L'EMPLOI

Comment montrer que lorsqu'on est chômeur de longue durée on peut avoir une énergie pour créer un autre monde. Il faut sortir des sentiers battus, plutôt que de penser pour les autres, comment on fait pour que la parole des personnes les plus démunies puisse permettre de penser des choses plus justes et comment démontrer que l'énergie que l'on peut développer peut être créatrice d'un autre monde.

Alliée à Montpellier

Il nous semble indispensable de développer l'emploi en particulier pour les personnes qui en sont le plus éloignées, comme, par exemple, dans l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée. Cette expérimentation a montré que les personnes ayant l'expérience du chômage de longue durée ont la volonté et la capacité de travailler. Le retour à l'emploi profite à la personne, au territoire et à l'ensemble de la société. Il permet aux personnes de recréer du lien, de reprendre pied dans leur vie sociale, familiale, intime, et de s'engager ensuite plus durablement dans une situation stable qui permet l'emploi sur le long terme.

L'accompagnement vers l'emploi est une priorité, mais elle nécessite des moyens humains et financiers. A l'origine du projet « Territoires zéro chômeur longue durée », ATD Quart Monde se félicite également de l'extension de cette démarche expérimentale tout en insistant sur la phase préparatoire, clé de la réussite du projet. Ce projet porte les germes d'une autre société, réellement solidaire, grâce à la mobilisation de tous les habitants des territoires concernés par ces expérimentations. ATD Quart Monde sera attentif à ce que l'exhaustivité soit une priorité afin d'atteindre les personnes les plus éloignées de l'emploi.

LA PRÉCARITÉ DE L'EMPLOI

L'emploi est une étape nécessaire pour une sortie de la précarité économique mais aussi sociale, puisque l'entreprise est aussi un lieu de sociabilité essentiel. Pourtant, il est indissociable d'une situation globale stable et de l'accès aux autres droits fondamentaux. Par exemple, obtenir un emploi lorsqu'on n'a pas accès à un logement ne permet pas de sortir de la pauvreté. Ainsi, l'emploi ne peut être distingué des autres droits et des conditions de leur accès.

De plus, l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée démontre que c'est aussi l'accès à un CDI qui permet cette stabilité et l'enracinement dans une vie qui n'est

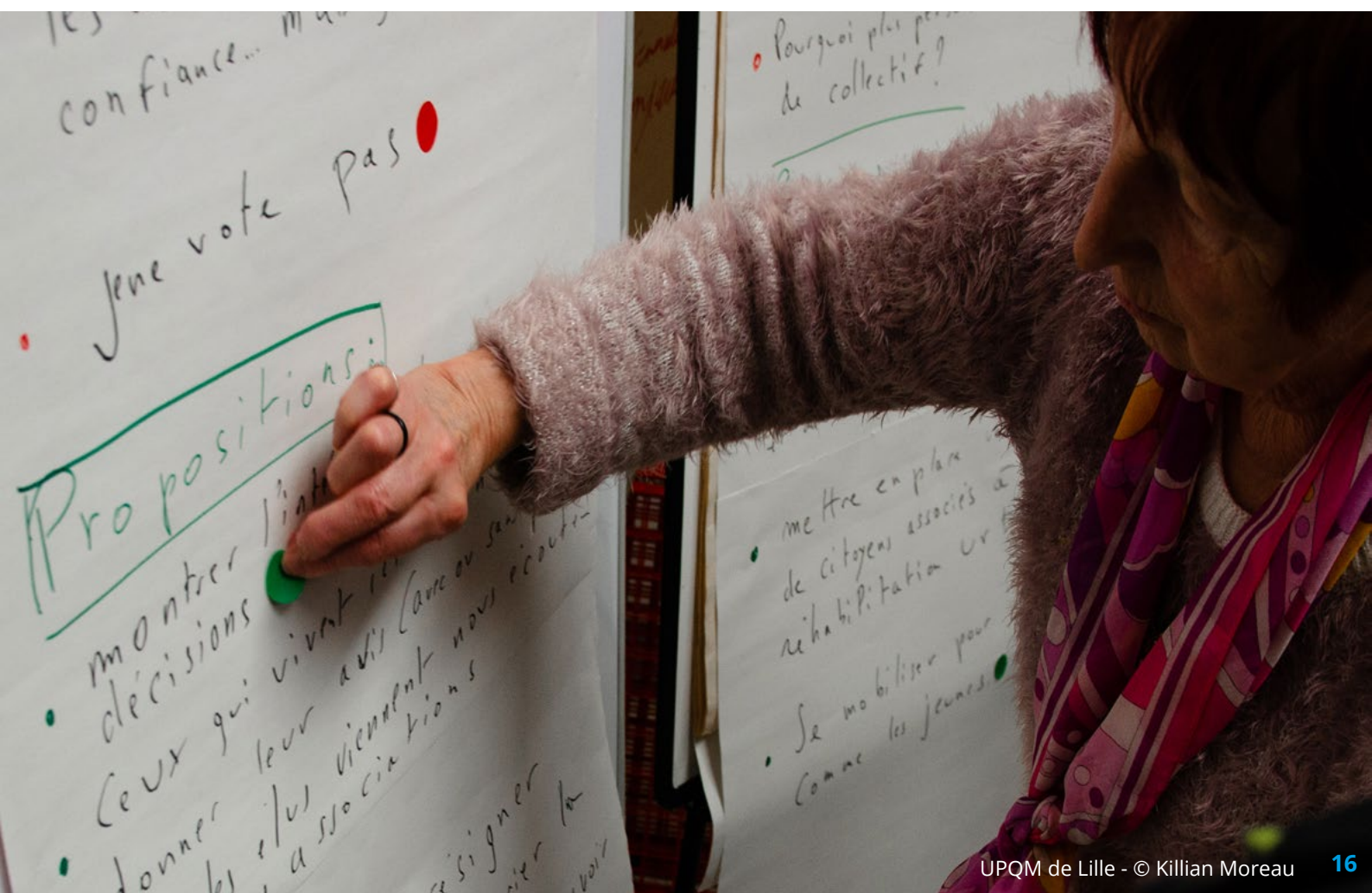
IDÉES ET PROPOSITIONS ISSUES DES UNIVERSITÉS POPULAIRES QUART MONDE

plus rythmée par la pauvreté, la peur et l'absence de projection. Les trop grandes irrégularités dans les revenus au cours d'une année ne permettent pas la sortie de la précarité. « *Par exemple selon les heures de travail effectuées comme aide à domicile, ou ménage, explique une militante Quart Monde, les revenus ne sont pas réguliers et ne permettent pas de prévoir et de vivre sereinement* ».

Autre exemple de difficultés rencontrées par des personnes qui contribuent ponctuellement à des formations continues pour des professionnels : « *Je pense à ces militants cette semaine qui ont fait 5 jours de travail, de citoyenneté pour aller former des gens dans une institution [dans le cadre de la démarche du croisement des savoirs et des pratiques©]. Complètement bénévolement. Et ce n'est pas reconnu, absolument pas valorisé. C'est pas des choses qu'ils vont pouvoir mettre dans un CV. Si elles vont voir Pôle Emploi "oui, je n'ai pas cherché de travail cette semaine, parce que j'ai travaillé" ». A aucun moment c'est valorisé. Si on pouvait valoriser cette démarche qui est une démarche d'engagement citoyen, qui a énormément de valeur. Du coup, ça permettrait à d'autres de le faire aussi* ».

Les idées et propositions ont été émises dans le cadre des Universités populaires Quart Monde par les participants, suite aux constats et aux expériences de chacun, et en particulier des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté. Ces propositions, parfois individuelles, souvent défendues par plusieurs dans les débats, parfois collectives, expriment ce que les personnes en situation de pauvreté pensent et proposent comme repères pour une société plus juste et démocratique. Elles constituent une base pour l'élaboration des propositions du Mouvement ATD Quart Monde.

- **Mettre de l'argent pour l'emploi.**
- **Développer Territoires zéro chômeur de longue durée, en prenant en compte toutes les personnes privées durablement d'emploi.**
- **Garantir un vrai droit à l'emploi et à la formation dans des conditions stables et dignes.**
- **Permettre à chacun de pouvoir choisir sa formation et son métier avec, si besoin, un accompagnement d'un professionnel qui soit respectueux des choix de la personne.**



CONCLUSIONS

PARTICIPATION AUX CONFÉRENCES THÉMATIQUES NATIONALES

ATD Quart Monde, sur invitation du Premier ministre, a participé aux quatre conférences thématiques nationales sur les quatre thèmes du Grand Débat National. Lors de ces conférences, ATD Quart Monde a défendu deux propositions principales par thème.

Sur la question de la transition écologique :

1/ Considérer les personnes dans la grande pauvreté comme des acteurs et sources d'initiatives dans la transition écologique. Les personnes en grande pauvreté sont les premières touchées par le changement climatique, mais, paradoxalement, elles le sont aussi par les mesures prises. L'augmentation des taxes en est un exemple. Elles survivent déjà avec moins que le minimum, sont contraintes depuis longtemps à recycler, économiser... Leur expérience doit être reconnue et leur avis et expertise sollicités.

2/ Justice sociale et transition écologique doivent être liées. Par exemple, une tarification progressive et modulée doit être mise en place pour tous les services essentiels (eau, énergies, transport, téléphone,...) pour que chacun en bénéficie tout en limitant les sur-consommations. Il faut évaluer l'impact de toute nouvelle loi et politique publique sur la transition écologique sur les 10 % les plus pauvres de la population et au regard des Objectifs du Développement Durable de l'ONU.

Sur la question de la fiscalité :

1/ Proportionnalité du taux d'imposition : la justice serait que le taux d'imposition global soit proportionnel aux revenus (les taxes assumées représentent entre 10 et 20 % des revenus des plus pauvres). Pour rendre la fiscalité plus juste, il faut diminuer le poids de la TVA et augmenter l'impôt sur le revenu pour les ménages aux revenus les plus élevés, ainsi qu'augmenter l'impôt sur les successions. Plus globalement vérifier l'impact de toute nouvelle mesure fiscale sur les 10 % les plus pauvres de la population.

2/ Augmenter les minima sociaux : le pouvoir d'achat des plus pauvres diminue au rythme des « efforts » qui leur sont demandés : « Tu as juste des sous pour payer les factures et manger. Tu n'as pas de pouvoir d'achat pour acheter des vêtements, des meubles. ». Or, garantir la dignité de tous, ce n'est pas seulement se loger et se nourrir, mais c'est aussi permettre de vivre comme un être humain, dignement. Le montant minimal évalué pour vivre dignement pour une personne par mois est de 850€.

Sur la question de la démocratie et de la citoyenneté :

1/ Aller vers et soutenir les personnes les plus éloignées des réseaux habituels de communication et d'échanges pour permettre et reconnaître leur participation à tous les niveaux. Les droits culturels, à travers l'éducation populaire, les centres sociaux, les associations,... doivent leur permettre de renforcer leur capacité d'expression et de participation qui sont une voie d'accès à l'ensemble de leurs droits. Les financements de l'état doivent être orientés et conditionnés en fonction de cette priorité.

2/ La participation de tous à la vie de la cité est un indicateur d'une démocratie qui fonctionne. Il est indispensable d'assurer les conditions d'une réelle participation des personnes les plus pauvres à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques, comme le prévoit la loi de lutte contre les exclusions de 1998. La démarche du Croisement des savoirs et des pratiques[©] entre décideurs et personnes en grande pauvreté doit inspirer la mise en œuvre de cette participation.

Sur la question de l'organisation de l'État et des services publics :

1/ Mettre en place les mécanismes qui permettent de faire effectivement participer les personnes vivant en situation de pauvreté à la conception, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques, comme le prévoit la loi de lutte contre les exclusions de 1998. La démarche du Croisement des savoirs et des pratiques[©] entre décideurs et personnes en grande pauvreté doit inspirer la mise en œuvre de cette participation pour construire ensemble des politiques respectueuses des droits fondamentaux de tous.

2/ Inscrire dans la loi une étude d'impact de toute nouvelle loi et politique publique sur les 10 % les plus pauvres de la population et au regard des objectifs du développement durable. Mettre en place les mécanismes qui permettent de mener cette étude d'impact dès la conception et avant le vote ou la mise en œuvre de ces lois ou politiques.



Et si la révolte des gilets jaunes devenait une chance non seulement pour eux, mais pour l'ensemble des citoyens de notre pays, notamment les plus pauvres et exclus ? Et si elle débouchait sur une prise de conscience, aussi bien des responsables politiques que de l'opinion publique dans toutes ses composantes ? A savoir : tant que notre société acceptera que des millions d'hommes, de femmes et d'enfants vivent dans la misère, elle ne sera pas capable d'apporter une réponse satisfaisante à tous les « gilets jaunes » d'aujourd'hui et de demain. La scandaleuse existence, en France, de 5 millions de personnes qui doivent se débrouiller avec moins de 850 euros par mois est le signe, pour tous ceux dont les rentrées d'argent ne sont guère supérieures, qu'ils peuvent, du jour au lendemain, tomber encore plus bas, sans que personne ne s'en émeuve.

Faut-il, dès lors, s'étonner que la révolte gronde, d'autant que les médias se font régulièrement l'écho des sommes exorbitantes gagnées par les nantis et des tricheries éhontées de certains responsables politiques ? L'erreur, pour l'Etat, serait de croire qu'il suffit de quelques milliards et d'un Grand Débat National pour éteindre l'incendie. Même si le calme revenait, la situation des plus pauvres n'évoluerait pas. Bien qu'eux aussi fassent partie du « peuple », les mesures prises pour satisfaire les gilets jaunes ne les concernent pratiquement pas. Ils connaissent un chômage quasi généralisé et ne peuvent donc bénéficier de la revalorisation de la prime d'activité, ni de la défiscalisation des heures supplémentaires. Ainsi, ils risquent de continuer à vivre en marge, en dépit de leur désir d'être considérés dans leur citoyenneté pleine et entière. Tant qu'il sera « accepté » que des millions de personnes vivent dans la misère, notre démocratie sera en danger. Victor Hugo proclamait à l'Assemblée nationale en 1849 : « Je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère (...) je ne dis pas diminuer, amoindrir, limiter, circonscrire, je dis détruire ». Voilà le projet de société qui devrait nous rassembler.

Encore faudrait-il, pour cela, en finir avec « la lutte contre la pauvreté » ! En finir avec l'institutionnalisation de l'assistance qui humilie, avec les mesures d'urgence qui ne résolvent rien, les « plans pauvreté » qui se succèdent, aussi inefficaces les uns que les autres, le recours aux associations d'entraide qui se développent de manière exponentielle... Oui, la « lutte contre la pauvreté » a fait son temps. Outre qu'elle n'a jamais abouti à la réduction – et moins encore à l'éradication - de la dite pauvreté, elle a contribué à stigmatiser et à enfermer ceux et celles qui la subissent dans une catégorie à part : « les pauvres ». Or, « les pauvres », en tant qu'entité, n'existent pas. Par contre, il existe des personnes, des familles, des citoyens accablés par la misère et l'exclusion, alors même qu'ils voudraient vivre comme les autres. C'est donc aux politiques publiques (et non pas à une instance dédiée aux « pauvres ») qu'il incombe de prendre en compte tout citoyen où qu'il se situe sur l'échelle sociale. C'est exactement ce que préconise la « loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions » du 29 juillet 1998.

Cette loi énonce clairement que l'ensemble des politiques publiques de la Nation sont concernées pour venir à bout de la misère. Elle commande d'agir de manière globale, dans tous les domaines en même temps : travail, santé, justice, logement, éducation, formation, culture, famille, sport, loisirs, vacances... On ajouterait, aujourd'hui, écologie, environnement... Ne pas s'enfermer dans le « social », dans les « plans pauvreté », dans le ministère ou le secrétariat d'Etat « à la pauvreté »... C'est une évidence qui n'est pourtant pas prise en compte par les gouvernements qui se succèdent depuis des années. Le pilotage d'une telle action globale doit être de la responsabilité directe du Premier ministre. Si toutes les politiques publiques étaient tenues de veiller à l'accès de tous au droit commun, c'est-à-dire aux droits de tous et si elles devaient rendre compte de leur action en ce sens, alors peut-être pourrions-nous envisager une société où chacun trouverait sa place. Pour cela, il est impératif que l'Etat se donne pour exigence d'évaluer la réussite des politiques publiques au regard des 10% des citoyens les plus en difficulté. C'est ce que préconise le Conseil économique, social et environnemental qui a apposé sur l'un de ses murs cette phrase : « Considérer les progrès de la société à l'aune de la qualité de vie du plus démuné et du plus exclu est la dignité d'une Nation fondée sur les droits de l'homme ».

Il est non moins impératif que les personnes en grande précarité soient associées comme partenaires dans l'élaboration même de ces politiques publiques. On veut bien entendre le « témoignage » de ceux qui sont en situation de pauvreté, mais on ne les considère pas comme des égaux dans la réflexion. Pourtant, leur expérience de vie leur donne une légitimité incontestable à donner leur point de vue, non seulement sur ce qui les concerne, mais sur ce qui concerne l'ensemble de la société. Cette concertation est possible comme le prouve la démarche du Croisement des savoirs et des pratiques© expérimentée entre personnes en situation de pauvreté, chercheurs, universitaires, praticiens. Elle a été validée lors d'un colloque au Centre National de la Recherche Scientifique, co-organisé par ATD Quart Monde, le CNRS et le Cnam (Conservatoire national des arts et métiers), le 1er mars 2017, sur le thème : Construire les savoirs avec tou.te.s ? Recherches participatives avec les personnes en situation de pauvreté.

La révolte des gilets jaunes dépasse largement la juste revendication de l'augmentation du pouvoir d'achat. Elle est un rappel salutaire que tous les habitants de notre pays ont besoin que soient respectés leur égale dignité et leurs droits fondamentaux. Et que cela passe par la justice et l'équité, à commencer pour les citoyens les plus pauvres et exclus.